

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article3547>

**LE MARDI 1er OCTOBRE dans
l'Enseignement supérieur et la
recherche, en grève et dans
les manifestations Pour les
salaires, les services publics
et l'abrogation de la loi
retraites**

Date de mise en ligne : jeudi 26 septembre 2024

- PUBLICATIONS - Tracts et Communiqués - Communiqué Intersyndical -

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

LE MARDI 1er OCTOBRE dans l'Enseignement supérieur et la recherche, en grève et dans les manifestations Pour les salaires, les services publics et l'abrogation de la loi retraites

Nos organisations syndicales et de jeunesse appellent à manifester et à faire grève le 1er octobre pour qu'enfin les urgences sociales, exprimées dans les mobilisations comme dans les urnes, soient entendues.

Au moment où le Président de la République et l'alliance des droites jusqu'aux plus extrêmes cherchent à imposer le maintien d'un cap ultralibéral et réactionnaire, les organisations signataires appellent à se mobiliser dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), dans le cadre de la journée interprofessionnelle pour les retraites, l'augmentation des salaires de toutes et tous et les services publics.

Dans l'ESR, après les 900 millions de coupe budgétaire pour cette année, une baisse est d'ores et annoncée de 400 millions pour 2025. Elle est révélatrice de la politique d'austérité qui risque de s'amplifier sur l'ensemble des services publics. Dans le même temps, France Universités estime que 60 universités sur 75 seraient en déficit en 2024 (contre 15 en 2022 et 30 en 2023) et les lettres de cadrage qui arrivent dans les composantes de certains établissements exigent déjà des restrictions budgétaires pour 2025 allant jusqu'à supprimer des emplois statutaires ou à les remplacer par des emplois contractuels ou des vacations. Surcharge des groupes de TD, départ et non-remplacement de personnels administratifs, techniques et de bibliothèques, externalisation, suppression d'heures "maquettes", diminution des budgets de fonctionnement mettant en péril le fonctionnement déjà détérioré des laboratoires de recherche et des formations, explosion des heures complémentaires et des vacations, etc. sont autant de dégradations annoncées.

Dans ce contexte, il est urgent de nous mobiliser pour arracher les moyens financiers et humains nécessaires pour permettre l'amélioration des conditions de travail et d'études pour toutes et tous dans le service public de l'ESR. Le financement des formations privées à but lucratif à coups de subventions publiques doit cesser. L'argent public doit revenir au service public de l'ESR !

Les jeunes et les étudiant-es sont parmi les premier -es à subir ces politiques de casse sociale. La pauvreté étudiante est une réalité criante en cette rentrée universitaire. Il est urgent de mettre la jeunesse en protection sociale, de réformer le système des bourses et d'abolir la sélection à l'entrée de l'université pour réussir la démocratisation de l'ESR en créant les places manquantes dans les formations supérieures, en titularisant les trop nombreux contractuels employés sur fonctions pérennes, et en embauchant des personnels titulaires pour accueillir les étudiant-es et les mener à la réussite. Il est urgent de redonner des moyens humains et financiers pérennes à la hauteur des besoins de l'ESR public

Le mois d'octobre marquera le début des discussions sur le budget de l'État et de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale. C'est le moment de peser pour une plus grande justice fiscale, sociale et environnementale.

C'est le moment de gagner l'abrogation de la réforme des retraites et un financement des services publics à la hauteur des enjeux !

Nos organisations appellent tous les collègues et étudiant es à se mobiliser. Nous ne gagnerons que par un rapport de force clair et massif. Toutes et tous en grève le 1er octobre.

*Organisations signataires : SNESUP-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNETAP-FSU, Sud
Éducation, Sud Recherche, Solidaires*

Étudiant-es, SNPTES-UNSA, Union Étudiante, FERC sup-CGT, SNTRS-CGT, CGT-INRAE, UNEF



Communiqué Intersyndicale de l'ESR : 1er octobre 2024